

NOVEMBRE 2023

GALVANISER LE LEADERSHIP CANADIEN POUR L'ACTION CLIMATIQUE

Note d'information

COALITION CANADIENNE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT (C4D)

L'urgence d'une action climatique ambitieuse n'a jamais été aussi grande. 2023 a été une année record pour le changement climatique, avec notamment un réchauffement sans précédent, des inondations, des tempêtes, des sécheresses, des incendies de forêt et la fonte des glaciers sur toute la planète. Les conséquences humaines et écologiques de la crise climatique ont entraîné une augmentation des inégalités, une perte de biodiversité et une fragilisation des systèmes alimentaires, des moyens de subsistance et de la sécurité.

Aujourd'hui, les pays les plus vulnérables au climat sont également touchés par des conflits qui accentuent les déplacements de population. Il n'y a pas de temps à perdre. Pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, il faut redoubler d'efforts en matière d'atténuation et d'adaptation au climat, ainsi que pour remédier aux pertes et dommages, tout en continuant à investir davantage dans le développement, l'action humanitaire et la paix.

Le financement climatique est essentiel pour limiter les émissions et protéger les communautés sujettes aux chocs des impacts de la crise climatique. Pourtant, le Canada n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés ni sa juste part des engagements internationaux.

Le Canada a l'occasion de faire preuve de leadership mondial pour faire face à la cascade de crises liées au climat en améliorant son financement climatique. Dans le présent document, C4D recommande trois mesures que le Canada devrait prendre en 2023-24. La gravité des impacts climatiques augmentant chaque année, le Canada devra également prendre de nouveaux engagements et augmenter le financement climatique après 2026 ainsi qu'améliorer sa performance par rapport aux marqueurs de qualité décrits ci-dessous.



Judes Berahino et son mari Diomed Hazkima s'occupent de leurs cultures de manioc en utilisant les techniques d'agriculture de conservation apprises par Help Channel Burundi, partenaire local de notre membre MCC. Ils ont constaté une augmentation significative de la production agricole en protégeant le sol, en séparant certaines cultures et en pratiquant un labourage minimal. (Photo: Maya Masengi)



Recommandations pour un financement climatique de qualité

En 2021, le Canada a annoncé un nouveau cadre de financement climatique et un doublement de son financement climatique à 5,3 milliards de dollars sur cinq ans (2021-2026). Bien que l'on se réjouisse de l'augmentation du montant total de financement pour le climat, il en faut beaucoup plus pour que le Canada atteigne sa juste part. En outre, la capacité du Canada à respecter ses obligations internationales dépend non seulement de la quantité, mais aussi de la manière dont le financement climatique est alloué. Un financement climatique de qualité, par exemple, donne la priorité aux pays vulnérables et en développement, s'appuie sur l'expertise et les besoins locaux, promeut l'égalité des genres, défend les droits de l'enfant, soutient de manière adéquate à la fois l'adaptation et l'atténuation, et fait appel à une diversité de partenaires. Pour atteindre ses objectifs en matière de financement climatique et faire preuve d'un leadership mondial dans la lutte contre la crise climatique, le Canada doit s'assurer que ces marqueurs de qualité sont respectés.

C4D recommande que le Canada:

1. Accroisse le financement à une diversité de partenaires

Un financement climatique de qualité repose sur l'engagement de divers partenaires, notamment les peuples autochtones, les femmes, les communautés locales et les organisations de la société civile. Ces groupes ont un lien unique avec l'expertise locale et les réseaux communautaires, et sont donc bien placés pour s'assurer que le financement de l'adaptation est déboursé rapidement et efficacement pour répondre aux besoins locaux. À ce jour, seuls 17 % des fonds canadiens destinés à la lutte contre le changement climatique sont alloués à des organisations de la société civile ayant un accès direct aux populations vulnérables et aux connaissances locales. En l'absence d'allocations supplémentaires substantielles par l'intermédiaire des organisations de la société civile, les allocations à ce type de partenaires ne représenteront que 10 % de l'engagement de 5,3 milliards de dollars.



Couple participant au projet PROMAVI, qui vise à apporter de l'eau potable aux populations les plus défavorisées de Bolivie.
Crédit photo : SOCODEVI



Le Canada devrait:

- augmenter le financement de l'adaptation par l'intermédiaire des organisations locales de la société civile, en particulier celles qui sont dirigées par les communautés vulnérables touchées de manière disproportionnée par le changement climatique et qui sont les plus proches d'elles ;
- augmenter la programmation portant de façon principale sur l'égalité des genres dans le financement climatique à un minimum de 15 % de l'engagement de 5,3 milliards de dollars ;
- rendre le financement climatique accessible aux organisations de défense des droits des femmes du Sud, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organisations de la société civile au Canada qui disposent de mécanismes pour atteindre ces organisations ;
- suivre, évaluer et publier systématiquement la manière dont le financement climatique du Canada soutient les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles.

2. Soutenir un Fonds de Pertes et Dommages de qualité

Les pays en développement réclament depuis longtemps un soutien pour faire face aux pertes et dommages irréversibles subis par les communautés vulnérables en raison du changement climatique. Le coût de la réparation des pertes et dommages devrait augmenter de manière exponentielle dans les années à venir, pour atteindre plus de 1 000 milliards de dollars d'ici à 2040. Après l'accord historique de la COP27 sur la création d'un nouveau Fonds pour les Pertes et Dommages, il est urgent de le rendre opérationnel afin de répondre aux besoins des communautés vulnérables sans alourdir le fardeau de la dette. Cependant, des obstacles importants subsistent, même après les résultats du Comité de transition sur les pertes et dommages.



Moolo et Babri ont éprouvé des difficultés à cultiver leurs terres lorsqu'une grave sécheresse a frappé le Pakistan. Grâce au programme HERD mis en œuvre par CWS Asia, le couple a reçu des rations alimentaires pour six mois afin de nourrir leur famille. Ils ont également reçu des semences saisonnières, que Babri a plantées dans l'espoir de relancer la production agricole. Photo : Sahar Zafar

Le Canada devrait:

- utiliser la diplomatie pour rapprocher les positions des pays développés et des pays en développement afin d'assurer l'opérationnalisation d'un nouveau Fonds pour les Pertes et Dommages ;
- soutenir un financement nouveau et supplémentaire, basé sur des subventions, pour faire face aux pertes et dommages, par le biais de sources existantes et innovantes qui sont basées sur les besoins, adéquates et prévisibles ;
- veiller à ce que les nouveaux mécanismes de financement ne contribuent pas davantage à alourdir le fardeau de la dette des pays les moins avancés et des pays émergents très endettés ;
- présenter un mécanisme permettant de faire face aux pertes et dommages à la fois par "réaction rapide" et aussi pour les cas de pertes "plus étendues dans le temps", qui soit accessible aux communautés vulnérables, qui tienne compte de l'égalité entre les femmes et les hommes et qui soit mis en œuvre au niveau local ;
- démontrer un engagement à traiter les pertes et dommages en engageant de nouveaux fonds publics pour lancer le démarrage et qui s'ajoutent à l'engagement de 5,3 milliards de dollars.

[1] [Integrated Assessment for Identifying Climate Finance Needs for Loss and Damage: A Critical Review | SpringerLink](#), 2018.

3. Augmenter le financement de l'adaptation

L'Accord de Paris appelle les pays à trouver un équilibre entre le financement de l'atténuation et celui de l'adaptation. La nécessité d'améliorer la capacité d'adaptation, de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité au changement climatique se fait de plus en plus sentir. Le Canada s'est engagé à allouer un minimum de 40 % du financement à l'adaptation climatique dans la fenêtre de financement actuelle, mais à ce jour, il n'a alloué que 33 % à l'adaptation.

Le Canada devrait:

- augmenter le financement de l'adaptation pour atteindre au moins 50 % de l'engagement de 5,3 milliards de dollars, distinctement de tout engagement envers le Fonds des Pertes et Dommages ;
- augmenter le financement sous forme de subventions pour les plus vulnérables;
- soutenir un texte de décision de la COP28 sur l'augmentation du financement de l'adaptation au-delà d'un doublement, avec une feuille de route claire sur la façon dont cela sera réalisé et rapporté;
- contribuer à l'opérationnalisation de l'objectif mondial sur le cadre d'adaptation lors de la COP28.



Bukucuru Emmanuel a reçu une aide alimentaire d'urgence après qu'une tempête de grêle dévastatrice a détruit ses récoltes. Depuis, il a commencé à acquérir de nouvelles compétences agricoles grâce à Help Channel, ce qui l'aide à reconstruire l'avenir de sa famille.
Photo : Maya Masengi

La Coalition canadienne sur le changement climatique et le développement (C4D) est une coalition d'organisations internationales de développement et d'environnement, de consultants et de groupes de réflexion qui travaillent ensemble pour partager leurs connaissances et prendre des mesures concertées pour lutter contre le changement climatique. Chaque année, C4D commande à AidWatch Canada un rapport sur les dernières statistiques relatives au financement climatique du Canada. Cette note politique est basée sur ces résultats.

Des rapports plus détaillés sont disponibles à l'adresse suivante : www.aidwatchcanada.ca/canadian-climate-finance/

Pour plus d'informations ou pour accéder à cette note politique, visitez le site www.climatechangeanddev.ca.

MEMBRES: ACTED, ADRA, Aga Khan Foundation Canada, Alinea, AidWatch Canada, Association québécoise des organismes de coopération internationale, British Columbia Council for International Cooperation, Climate Action Network Canada, CARE Canada, CECI, Cooperation Canada, Cooperative Development Foundation of Canada, CESO-SACO, Canadian Network for Neglected Tropical Diseases, CUSO International, Development and Peace, Desjardins, Equality Fund, Engineers Without Borders, Equiterre, Canadian Foodgrains Bank, Canadian Feed the Children, Canadian Lutheran World Relief, Farm Radio International / Radios Rurales Internationales, Grandmothers Advocacy Network (GRAN), Global Citizen, Jane Goodall Institute Canada, iDE, International Institute for Sustainable Development, Mennonite Central Committee, MEDA, Nobel's Women Initiative, ONE, Oxfam Canada, Oxfam-Québec, Plan International, PWRDF, Presbyterian World Service and Development, REAP-Canada, Canadian Red Cross, Save the Children, SOCODEVI, The United Church of Canada, UNICEF Canada, United Nations University, Institute for Water, Environment and Health, WaterAid, World Accord, World Renew, World Vision, WUSC